

montant payé à chacun), e) émissions radiophoniques, d) dépenses au bureau-chef d'Ottawa, e) dépenses dans les divisions électorales, f) versements totaux jusqu'aujourd'hui?

2. A-t-on soldé tous les comptes et toutes les dépenses?

RESSORTISSANTS JAPONAIS

LEUR DÉPLACEMENT DES ZONES DU LITTORAL DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. R. B. HANSON (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander un renseignement au ministre du Travail. J'aurais sans doute dû le prévenir de ma question. Le déplacement des Japonais des zones de défense de la Colombie-Britannique a-t-il été interrompu? Combien en a-t-on déplacés, et combien s'en trouve-t-il encore dans ces zones? On me dit que la ville de Vancouver est remplie de Japonais, qu'on leur a enlevé leurs automobiles mais qu'ils ont pour ainsi dire accaparé les services de taxis dans cette ville. Tout indique que l'argent ne leur fait pas défaut, qu'ils s'achètent de l'essence et tout ce qu'ils veulent. La population de la ville, m'assure-t-on, est bien mécontente de ce qu'on ne les a pas déplacés. Aux Etats-Unis on aurait déplacé, en moins de six semaines, 100,000 Japonais des zones de défense de la Californie seulement. C'est l'armée qui a exécuté ce travail, et avec beaucoup de succès. Ces Japonais sont actuellement en plein désert.

M. l'ORATEUR: C'est une autre question dont il aurait fallu donner avis.

L'hon. M. HANSON: En effet, monsieur l'Orateur, et il n'est pas nécessaire d'y répondre aujourd'hui même.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

"O CANADA"—LOI NATIONALE SUR LE LOGEMENT

A l'appel de l'ordre du jour.

M. A. W. NEILL (Comox-Alberni): Monsieur l'Orateur, la session achève, je l'espère, et je désire appeler l'attention de la Chambre sur deux déclarations que le Gouvernement a promis de faire, espérant qu'il s'exécutera avant la date de clôture.

Le premier ministre, en réponse à une question de l'honorable député de Québec-Montmorency (M. LaCroix) concernant l'hymne national "O Canada" a dit: "Une déclaration sera faite bientôt." Puis le ministre des Finances a promis de faire une déclaration sur le maintien en vigueur de la loi nationale sur le logement. Comme en fait foi le document sessionnel n° 171B, il a répondu:

Le Gouvernement est à étudier cette question et le ministre des Finances a averti les honorables membres de la Chambre des com-

munes qu'il fera, plus tard, une déclaration au sujet de la politique gouvernementale concernant le logement.

Je rappelle au Gouvernement qu'il a promis de faire ces deux déclarations.

L'hon J. L. ILSLEY (ministre des Finances): C'est exact.

LE SUCRE

REPLACEMENT DES CARTES DE RATIONNEMENT PERDUES

A l'appel de l'ordre du jour

M. ANGUS MacINNIS (Vancouver-Est): J'apprends de Vancouver que le directeur du rationnement du sucre a donné instruction de ne pas remplacer les cartes de rationnement que l'on perd. Je ne puis concevoir que l'on ait rendu une ordonnance à cet effet et je prie le ministre de s'en enquérir.

L'hon. C. D. HOWE (ministre des Munitions et approvisionnements): Je ne suis pas au courant de pareille ordonnance, mais je m'en enquerrai volontiers.

RAPPORT DE L'AUDITEUR GÉNÉRAL

DEMANDE D'UN RAPPORT COMPLET SUR LA SITUATION FINANCIÈRE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. K. BLAIR (Wellington-Nord): Le Gouvernement pourrait-il se rendre à la demande de mon comité en déposant un rapport financier complet de l'auditeur général, afin d'éviter de répondre à de nombreuses questions qui pourraient lui être posées sur divers problèmes? Je veux parler d'un rapport comme celui qu'il avait coutume de déposer les années précédentes.

L'hon. J. L. ILSLEY (ministre des Finances): C'est une question au sujet de laquelle nous ferons une déclaration avant la fin de la session.

LA COMMISSION DES PRIX ET DU COMMERCE EN TEMPS DE GUERRE

EMPLOI D'HOMMES DE DIX-HUIT À QUARANTE-CINQ ANS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. A. ROSS (Souris): Je désire demander au ministre des Finances s'il peut me donner une réponse à la question n° 5 inscrite en mon nom au *Feuilleton* depuis le 9 juin. J'aimerais avoir la réponse cette semaine.

L'hon. J. L. ILSLEY (ministre des Finances): Oui, je crois pouvoir le faire.